Ptombale / il y a six années

[Extrait de casier judiciaire](#)

Slit,

Un membre vient de m'informer de sa mésaventure à la commune de Fleurus.

"ATTENTION : certaines communes ne délivrent plus d'extrait sans avoir obtenu le nouveau formulaire...(un de plus...) : "Demande d'obtention d'un extrait de casier judiciaire" dûment complété par le club...j'en ai fait les frais pour avoir "poireauté" près d'une heure avant d'obtenir cette indication navrante (et je pèse mon mot) de la part de l'employée communale de Fleurus....qui m'a bien entendu refusé l'extrait...j'en suis quitte à faire compléter le formulaire et à retourner patienter dans le hall d'entrée du service population. Selon le secrétariat de la fédération cette "loi ??????" ne devrait prendre cours qu'à partir du 1er janvier 2018, malheureusement c'est déjà appliqué. Merci d'en prendre bonne note.

Du travail en plus pour les secrétaires et une contrainte en plus.

@+

varmint700 / il y a six années

[Re: Extrait de casier judiciaire](#)

**" Ils " veulent nous avoir à l' usure ces p..ains de politicards.....
Mais ça ils l' ont dans le c.l et il ne doivent pas tousser ou ça va ressortir.....**

lagaffe / il y a six années

[Re: Extrait de casier judiciaire](#)

je vais chercher les nôtres semaine prochaine (la Louvière) , on va voir ce qu'ils vont nous raconter !

giacojp / il y a six années

[Re: Extrait de casier judiciaire](#)

Bonsoir ,

J'ai reçu la doc de renouvellement avec le document à fournir a la commune , la préposée ne ma rien dit alors je suis revenu avec !!

carlos60 / il y a six années

[Re: Extrait de casier judiciaire](#)

mon épouse et moi, les avons eu sans problèmes et pourtant c'était la première fois dans cette commune (Gosselies)

GUNSAP / il y a six années

[Re: Extrait de casier judiciaire](#)

Je verrai bien début janvier , mais je suppose que c'est selon les régions ou les communes , toujours deux poids

deux mesures évidemment !

p.fichaux / il y a six années

[Re: Extrait de casier judiciaire](#)

quand même plus simple par chez nous demande internet pour le N°3 à Nantes et 3 jours après retour des documents par les PTT. poulvu que chat du'. pour une fois qu'on a un truc qui marche.

Lone Rider / il y a six années

[Re: Extrait de casier judiciaire](#)

Je viens de commander le mien : "Vous pouvez passer à partir de demain avec 1,50 € !".

jpdx / il y a six années

[Re: Extrait de casier judiciaire](#)

Déjà expliqué il y a 8 mois : ...

Dans la loi en question :

Art. 17. Si le demandeur ne peut pas présenter le formulaire-type à l'utilisateur, ce dernier fournit le type d'extrait demandé oralement par le demandeur.

En aucun cas la délivrance d'un extrait de casier judiciaire ne peut être refusée au demandeur ou à son délégué par l'utilisateur.

(note : L'utilisateur étant l'employé communal)

Et surtout celui-ci :

Art. 20. Les extraits de casier judiciaire peuvent être délivrés par les communes au prix coûtant.

Ce qui me turlupine ici c'est le "peuvent", ça implique-t-il que si c'est payant c'est au prix coûtant ou que les communes peuvent décider des prix ?

Et surtout quelle est la notion de prix coûtant ?

En cas de contestation à la commune, ne pas hésiter à demander à parler au Directeur Général (ex secrétaire communal) ou à consulter le texte de la loi !

En fait, ceux qui se font b...er sont ceux qui ne connaissent pas leurs droits...

Voir ici : [www.tireur.org]

lagaffe / il y a six années

[Re: Extrait de casier judiciaire](#)

**voilà tout le texte de loi ,lisez le et vous connaissez vos droits !
inutile donc de s'énerver pour des queues de cerises**

21 NOVEMBRE 2016. - Arrêté royal fixant les modalités de délivrance des extraits de casier judiciaire aux particuliers

PHILIPPE, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu l'article 108 de la Constitution coordonnée;

Vu les articles 595, alinéa 3, 596, alinéa 3, 599 et 601, alinéa 5, du Code d'instruction criminelle;

Vu l'article 28 de la loi du 8 août 1997 relative au Casier judiciaire central;

Vu l'article 10 de la loi du 31 juillet 2009 portant diverses dispositions concernant le Casier judiciaire central;

Vu la recommandation 01/2015 du 18 février 2015 de la Commission de la protection de la vie privée et l'avis n° 29/2016 du 8 juin 2016 de la Commission de la protection de la vie privée;

Vu l'avis de l'Inspecteur des finances du 13 juin 2016;

Vu l'avis 59.941/1/V du Conseil d'Etat, rendu le 7 septembre 2016, en application de l'article 84, § 1er, alinéa 1er, 2°, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur la proposition du Ministre de la Justice,

Nous avons arrêté et arrêtons :

CHAPITRE 1er. - Dispositions générales

Article 1er. Dans le présent arrêté, on entend par :

- « CJCS-CG » : l'application en ligne sécurisée du Casier judiciaire central (Casier Judiciaire Centra(a)l Strafreger), utilisée par les administrations communales et gérée sous la responsabilité du Service public fédéral Justice;
- « Casier judiciaire central » : la base de données visée aux articles 589 et suivants du Code d'instruction criminelle, gérée par le service du Casier judiciaire central du Service public fédéral Justice;
- « utilisateur » : l'agent communal habilité par le bourgmestre pour délivrer les extraits de casier judiciaire;
- « demandeur » : la personne physique ou son délégué qui demande un extrait de casier judiciaire;
- « destinataire final » : la personne physique ou morale qui, sur une base légale ou réglementaire, est habilitée à recevoir un extrait qui concerne le demandeur;
- « extrait de casier judiciaire » : l'extrait délivré en application de l'article 595 ou 596, alinéa 1er ou 2, du Code d'instruction criminelle;
- « code INS » : le code alphanumérique désignant certains domaines géographiques en Belgique, tel que formulé par l'Institut national de statistique.

CHAPITRE 2. - Données dans le Casier judiciaire central

Art. 2. En application de l'article 28 de la loi du 8 août 1997 relative au Casier judiciaire central, le Casier judiciaire central enregistre depuis le 1er janvier 2015, outre les données visées à l'article 590 du Code d'instruction criminelle, les condamnations à une peine de police autres que celles prononcées pour infraction aux dispositions du Code pénal ou assorties d'une déchéance du droit de conduire.

CHAPITRE 3. - Accès à et utilisation de CJCS-CG

Art. 3. L'accès de l'utilisateur au Casier judiciaire central se fait au moyen de CJCS-CG.

Art. 4. L'utilisateur qui, compte tenu de l'article 15 du présent arrêté, dispose d'un accès sécurisé à CJCS-CG peut, sur la base du numéro de registre national du demandeur introduit dans CJCS-CG, demander la délivrance électronique d'un extrait de casier judiciaire concernant le demandeur, en application de l'article 595 ou 596 du Code d'instruction criminelle.

Art. 5. L'accès de l'utilisateur à CJCS-CG se fait soit directement par un accès sécurisé en ligne, soit indirectement via un fournisseur de logiciels.

Le ministre de la Justice établit, par arrêté ministériel et après avis de la Commission de la protection de la vie privée, les autres modalités éventuelles pour l'accès des communes à CJCS-CG.

Art. 6. L'utilisateur accède à CJCS-CG au moyen de sa carte d'identité électronique et du code PIN correspondant. Le Ministre de la Justice peut déterminer d'autres moyens d'accès à CJCS-CG.

Art. 7. La demande d'un extrait de casier judiciaire dans CJCS-CG doit comporter, outre le numéro de registre national du demandeur, les données suivantes :

- le type d'extrait souhaité, selon que l'article 595 ou l'article 596, alinéa 1er, ou l'article 596, alinéa 2, du Code d'instruction criminelle est d'application, sur la base du formulaire-type visé à l'article 16 du présent arrêté;
- la langue dans laquelle l'extrait doit être délivré, compte tenu des lois sur l'emploi des langues en matière administrative.

La demande peut comporter les données suivantes :

- un commentaire, à savoir une information utile pour le demandeur, l'utilisateur ou le destinataire final, mentionnée sur l'extrait;
- une référence interne de l'utilisateur non mentionnée sur l'extrait.

Art. 8. Les données à caractère personnel, obtenues via le système du Service public fédéral Technologie de l'Information et de la Communication pour l'authentification de personnes qui utilisent des applications des services publics en ligne sécurisées concernant l'identité de l'utilisateur et le code INS de la commune à partir de laquelle la demande a été effectuée, sont conservées par le service d'encadrement ICT du Service public fédéral Justice durant le délai visé à l'article 601, alinéa 5, du Code d'instruction criminelle.

Les données d'utilisateur conservées visées à l'alinéa précédent peuvent, s'il existe des raisons fondées, être transmises aux instances administratives ou judiciaires compétentes.

Art. 9. Tout habitant de la commune, qu'il soit ressortissant belge ou ressortissant étranger, peut se faire délivrer un extrait de casier judiciaire pour autant que la demande le concerne personnellement. La délivrance de l'extrait est faite personnellement au demandeur.

Des dérogations sont cependant autorisées dans les cas suivants :

1° Dans le cas où la demande concerne une personne décédée, l'extrait peut être délivré à tout ayant droit qui justifie d'un intérêt réel.

2° Dans le cas où la demande concerne une personne qui, pour cause de maladie, d'infirmité ou d'absence, se trouve dans l'impossibilité de demander ou de recevoir elle-même un extrait, celui-ci peut être demandé par une tierce personne pour autant que cette dernière puisse apporter la preuve qu'elle y est dûment autorisée par l'intéressé.

L'extrait sera, dans les cas mentionnés sous 1° ou 2° du précédent alinéa, envoyé par courrier simple au nom de l'intéressé, soit directement à son domicile, soit à l'adresse qu'il aura expressément mentionnée sur l'autorisation. Le Ministre de la Justice peut, par dérogation à l'alinéa précédent, déterminer d'autres moyens de délivrance de l'extrait.

Art. 10. L'extrait de casier judiciaire mis à la disposition de l'utilisateur via CJCS-CG est imprimé sans délai sur papier par ce dernier, signé, daté et pourvu du cachet de l'administration communale dans l'espace prévu à cet effet. L'utilisateur transmet ensuite l'extrait au demandeur.

Le Ministre de la Justice peut déterminer d'autres moyens de délivrance de l'extrait de casier judiciaire.

Conformément à l'article 126, alinéa 3, de la nouvelle loi communale du 24 juin 1988, la signature des agents délégués de l'administration communale devra être précédée de la mention de la délégation qu'ils auront reçue en application de l'article 126, alinéa 1er, de la nouvelle loi communale précitée.

CHAPITRE 4. - Contenu des extraits de casier judiciaire

Art. 11. L'extrait mentionne, outre les informations visées aux articles 595 et 596 du Code d'instruction criminelle :

1° l'article du Code d'instruction criminelle sur la base duquel l'extrait est délivré;

2° les nom, prénom, date de naissance, lieu de naissance, numéro de registre national et nationalité du demandeur, tels qu'enregistrés dans le Registre national des personnes physiques;

3° le motif pour lequel l'extrait est demandé comme mentionné sur le formulaire-type visé à l'article 16 du présent arrêté;

4° la mention de l'existence de trois modèles d'extraits qui diffèrent selon la finalité poursuivie et l'indication de la finalité générale poursuivie pour chacun des modèles, à savoir :

- le modèle délivré conformément à l'article 595 du Code d'instruction criminelle et destiné à tout autre motif que les motifs pour lesquels il y a lieu de délivrer un extrait conformément à l'article 596, alinéa 1er, ou un extrait conformément article 596, alinéa 2, du même code;

- le modèle délivré conformément à l'article 596, alinéa 1er, du même code et destiné à exercer une activité réglementée;

- le modèle délivré conformément à l'article 596, alinéa 2, du même code et destiné à exercer une activité qui relève de l'éducation, de la guidance psycho-médico-sociale, de l'aide à la jeunesse, de la protection infantile, de l'animation ou de l'encadrement de mineurs.

5° En application de l'article 24 du présent arrêté, l'interdiction, sur la base de l'article 35, § 1er, alinéa 2, de la loi du 20 juillet 1990 relative à la détention préventive, prononcée par un juge d'instruction d'exercer une activité dans laquelle le demandeur entrerait en contact avec des mineurs d'âge lorsqu'un extrait délivré conformément à l'article 596, alinéa 2, du Code d'instruction criminelle doit être délivré;

6° Lorsque le demandeur est de nationalité étrangère, la mention selon laquelle l'extrait ne mentionne pas les condamnations éventuelles encourues à l'étranger.

Art. 12. Les activités réglementées, visées à l'article 596, alinéa 1er, du Code d'instruction criminelle, figurent dans une liste rédigée à cet effet et gérée par le service du Casier Judiciaire Central du Service public fédéral Justice.

CHAPITRE 5. - Sécurité de l'information

Art. 13. Chaque commune désigne un conseiller en sécurité de l'information qui agit en tant que responsable de la

surveillance et du contrôle de l'exécution de la politique de sécurité de l'information. Il veille en particulier à ce que toutes les données à caractère personnel obtenues via CJCS-CG soient traitées correctement et qu'aucun accès illégal ne soit donné ou qu'aucun usage impropre ne soit fait de CJCS-CG. Il effectue tous les contrôles nécessaires afin de s'en assurer.

Art. 14. La commune doit communiquer à la Commission de la protection de la vie privée l'identité du conseiller en sécurité de l'information, immédiatement après la désignation de ce dernier.

Art. 15. Avant d'utiliser l'application CJCS-CG, chaque utilisateur doit signer une déclaration de confidentialité écrite, établie par le Ministre de la Justice, concernant l'accès au Casier judiciaire central et la remettre au conseiller en sécurité de l'information compétent.

L'accès à CJCS-CG est activé après que le conseiller a transmis cette déclaration de confidentialité au service du Casier judiciaire central.

CHAPITRE 6. - Responsabilité du destinataire final

Art. 16. Lorsqu'un extrait est demandé conformément à l'article 596, alinéa 1er ou 2, du Code d'instruction criminelle, la communication de l'activité visée par le demandeur à l'utilisateur doit être faite à l'aide d'un formulaire-type. Le formulaire-type est complété et signé par le destinataire final de l'extrait sur la base de l'activité visée par le demandeur.

Le formulaire-type visé à l'alinéa précédent est mis à la disposition de l'administration communale sur simple demande.

Le ministre de la Justice détermine le contenu et les modalités de mise à disposition de ce formulaire.

Art. 17. Si le demandeur ne peut pas présenter le formulaire-type à l'utilisateur, ce dernier fournit le type d'extrait demandé oralement par le demandeur.

En aucun cas la délivrance d'un extrait de casier judiciaire ne peut être refusée au demandeur ou à son délégué par l'utilisateur.

Art. 18. Le formulaire-type est transmis après la délivrance de l'extrait au demandeur avec la mention de la date de la délivrance de l'extrait et la signature de l'utilisateur.

Le formulaire-type tient uniquement lieu de preuve du type d'extrait demandé par le destinataire final. Le demandeur ne peut puiser d'autres droits de ce document.

Art. 19. Le destinataire final mentionne la durée de validité de l'extrait sur le formulaire-type. Cette durée de validité ne peut être inférieure à un mois.

CHAPITRE 7. - Frais de délivrance des extraits

Art. 20. Les extraits de casier judiciaire peuvent être délivrés par les communes au prix coûtant.

CHAPITRE 8. - Dispositions transitoires

Art. 21. Jusqu'au 31 décembre 2017 au plus tard, les communes délivrent, en application de l'article 10 de la loi du 31 juillet 2009 portant diverses dispositions concernant le Casier judiciaire central, les extraits de casier judiciaire sur la base des informations que contient le casier judiciaire communal si le dossier du demandeur dans le Casier judiciaire central est incomplet ou qu'aucun extrait ne peut être délivré par CJCS-CG.

Art. 22. Pour compléter les données du demandeur dans le casier judiciaire communal et permettre la délivrance d'un extrait sur la base de celui-ci, les bulletins de condamnation manquants sont mis électroniquement à la disposition de l'utilisateur par le biais de CJCS-CG.

Art. 23. Jusqu'au 31 décembre 2017 au plus tard, l'utilisateur doit, lorsque la demande concerne le modèle délivré conformément à l'article 596, alinéa 2, du Code d'instruction criminelle, interroger le service de police locale sur l'existence, dans le chef du demandeur de l'extrait, d'une interdiction prononcée par le juge d'instruction d'exercer une activité qui mettrait le demandeur en contact avec des mineurs.

Le service de police locale doit confirmer ou infirmer la demande dans un délai raisonnable et ne peut fournir d'autres informations liées à la demande.

L'information reçue de la police concernant l'existence d'une interdiction prononcée par le juge d'instruction d'exercer une activité qui mettrait le demandeur en contact avec des mineurs doit être mentionnée dans le champ de l'extrait spécifiquement prévu à cet effet.

CHAPITRE 9. - Disposition finale

Art. 24. Le ministre qui a la Justice dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 21 novembre 2016.

PHILIPPE

Par le Roi :

Le Ministre de la Justice,

K. GEENS

Edité 2 foi(s). La dernière correction date de il y a six années et a été effectuée par lagaffe.

BM0847 / il y a six années

[Re: Extrait de casier judiciaire](#)

Bonjour,

Nouveau modèle délivré Hier a la commune = 2€

alfa159 / il y a six années

[Re: Extrait de casier judiciaire](#)

A tous

A Saint-Ghislain 1€ et ils ne connaissent pas le formulaire de demande. ...

lagaffe / il y a six années

[Re: Extrait de casier judiciaire](#)

a la Louvière , ce matin , 5 E sans problèmes , pas besoin d 'autres papiers
et a la sortie , une "prune" de 17 E : oublié de mettre le disque de stationnement !

un racket ces parking !

Edité 1 foi(s). La dernière correction date de il y a six années et a été effectuée par lagaffe.

Lone Rider / il y a six années

[Re: Extrait de casier judiciaire](#)

Est-ce que les "prunes" entrent dans le casier judiciaire ?

OK, je sors....

lagaffe / il y a six années

[Re: Extrait de casier judiciaire](#)

GUNSAP / il y a six années

[Re: Extrait de casier judiciaire](#)

ici 2,15 €

-

[lio.PNG](#)

```
mod_embed_images_loadimage( '444f6861e2dcc470f915d17aefce25a7',  
'http://www.tireur.org/forum/addon.php?39,module=embed_images,file_id=3809',  
'http://www.tireur.org/forum/file.php?39,file=3809',  
'http://www.tireur.org/forum/addon.php?39,module=embed_images,check_scaling=1,file_id=3809', ", 214330, 500,  
500, 'Chargement de l'image ...', false );
```

Ok je sors...

jpdx / il y a six années

[Re: Extrait de casier judiciaire](#)

22 € pour 2 ECJ !!!

Ben mon 'ieux, le civisme a un prix...

Ptombale / il y a six années

[Re: Extrait de casier judiciaire](#)

En 2018 certains fonctionnaires zélés demanderont le fameux formulaire.

Il est quand même dispo et téléchargeable sur le site de la justice.

GUNSAP / il y a six années

[Re: Extrait de casier judiciaire](#)

Sur le site de SPF justice ?...

lagaffe / il y a six années

[Re: Extrait de casier judiciaire](#)

justice ou injustice ?

Oui juste , merci à toi je n'y pensais plus, je ferai une copie couleur.....

GUNSAP / il y a six années

[Re: Extrait de casier judiciaire](#)

jpdjx écrivait:

-
- > *Gunsap, pour ton 2e club, tu peux fournir une*
 - > **photocopie de l'ECJ** original avec
 - > éventuellement une copie de l'affiliation à ton
 - > club principal.
 - > Pour ce qui est de ta dernière question,
 - > **non** il ne faut pas de document pour
 - > la bonne raison que la réglementation n'entre en
 - > vigueur qu'à partir du 1 Jan 2018 et que de toute
 - > façon, avec ou sans document, le service
 - > population **doit** te fournir ton
 - > ECJ

Haaaaaaa didiou j'ai envoyé ecj et j'ai oublié de faire des copies c'est bien moi tiens..

Bon j'irai en chercher un nouveau après les fêtes , verrai bien si il me demande leur fameux papier !...

Un copain me dit qu'il faut toujours avoir un ecj en permanence avec ses autorisations en cas de contrôle avec la police ?

je lui ai demandé ou il a entendu ça , il me dit que ça vient de l'urstb ? Bin tiens une nouvelle loide l'urstb , n'importe quoi...

carlos60 / il y a six années

[Re: Extrait de casier judiciaire](#)

j'en ai toujours un dans mon portefeuille, ainsi je peut allez dans un autre club, achetez une arme par ex. et je peut l'essayé sur place

GUNSAP / il y a six années

[Re: Extrait de casier judiciaire](#)

Oui Carlos au cas ou c'est mieux d'en avoir une , a conditions de ne pas oublier d'en faire une

Celui qui fait des concours et qui a une lts ou simplement la petite carte d'affiliation de l'urstb à d'office du rentrer un extrait de casier judiciaire, je ne vois pas pourquoi ils le demandent encore ?

GUNSAP / il y a six années

[Re: Extrait de casier judiciaire](#)

Voilà ,j'ai été re chercher un nouvelle extrait casier judiciaire , (quand on oublie de faire des photocopies) , on ne ma rien demandé , c'est comme d'habitude...

La seule chose qui est changée , il n'est plus rien indiqué, les condamnations : néant ...

Cette fois si je n'ai pas oublié les copies...

lagaffe / il y a six années

[Re: Extrait de casier judiciaire](#)

a la Louvière , tu peut même les commander par internet !

p.fichaux / il y a six années

[Re: Extrait de casier judiciaire](#)

Ben chez nous pour le N° 3 seul sont indiqués les condamnations qui doivent être aux 3, ça dépend du juge du tribunal et de l'infraction qui sont eux sur le N°1 tout et rien ne passe à la trappe, le 2 sa reste dessus un certain temps selon la législation en vigueur du jour et pas toujours à la page.

m14 / il y a six années

[Re: Extrait de casier judiciaire](#)

lagaffe écrivait:

> a la Louvière, tu peux même les commander par
> internet !

A Andenne, aussi. Commandé un vendredi, versement 3 Eur et dans ma boîte aux lettres le mercredi suivant